

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20221216-1441-DE-1-1
Date de télétransmission : 19/12/2022
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

Excusés : Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ.

Demande d'autorisation à ester [REDACTED] **à BULLY LES MINES**

Direction générale

Rapporteur : M. [REDACTED]

Selon acte authentique en date du 20 novembre 2012, un bail à construction a été conclu entre l'Association [REDACTED] et l'Office PAS DE CALAIS HABITAT portant sur un terrain sis rue Jules VERNE à BULLY LES MINES cadastré section AR 569 en vue de l'édification par l'Office d'une maison d'accueil de 21 logements dénommée « Résidence [REDACTED] ».

Parallèlement, l'Office PAS DE CALAIS HABITAT a, selon acte notarié en date du 20

novembre 2012, donné à bail à l'Association [REDACTED] l'immeuble construit.

Suivant assignation en date du 29 septembre 2022, l'Association [REDACTED] a attiré l'Office PAS DE CALAIS HABITAT par devant le Juge des référés du Tribunal Judiciaire de Béthune pour solliciter, avant dire droit, la désignation d'un Expert judiciaire en raison de l'apparition de fuites au sein de l'ouvrage donné à bail.

Une déclaration de sinistre a été effectuée par l'Office auprès de l'assureur Dommages Ouvrage.

Aux fins de préserver ses recours et d'assurer la défense de ses intérêts l'Office Public de l'Habitat PAS DE CALAIS HABITAT a été contraint d'assigner, à son tour, le maître d'œuvre et son assureur, le bureau de contrôle, l'entreprise en charge du lot plomberie et son assureur, et, l'assureur Dommages Ouvrage, afin que les opérations d'expertises sollicitées par l'Association [REDACTED] leur soient rendues communes et opposables.

Vu les dispositions des articles R. 421-16 et R. 421-18 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu la délibération adoptée par le Conseil d'administration le 08 septembre 2021 déléguant au Bureau le pouvoir d'autoriser le Directeur général à ester en justice au nom de l'office,

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent le Directeur général à représenter l'office devant le Juge des référés du Tribunal Judiciaire de Béthune dans le cadre du litige qui l'oppose à l'Association [REDACTED] et à régulariser tous les actes de procédure à cette fin,
- ✓ autorisent en tant que nécessaire, la régularisation de toute action en justice devant toute juridiction compétente au besoin devant la juridiction d'appel, la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat à l'effet de faire valoir les droits de l'office dans le cadre de ce litige.

Décision adoptée à l'unanimité